

LISTE STOESSEL

Fatima Jenn en n° 2

Fatima Jenn, adjointe mulhousienne chargée de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, sera n° 2 dans le Haut-Rhin de la liste "Pour l'Alsace" conduite par Bernard Stoessel. Elle avait demandé à figurer sur la liste UMP d'Arlette Grosskost – celle-ci était toute prête à l'accueillir – mais le Parti radical valoisien, dont Fatima Jenn est membre, a préféré désigner le sortant Jacques Dreyfuss. Se revendiquant d'une « *diversité engagée* » (lire les DNA du 25 décembre), Fatima Jenn a choisi le partenariat avec son collègue adjoint Bernard Stoessel parce qu'elle souhaitait une « *liste faite ici et pas à*



Fatima Jenn, fondatrice de l'association Nouvelles énergies républicaines à Mulhouse. (Photo archives DNA)

Paris, avec des Alsaciens pour servir l'Alsace». Elle se bat pour « *l'égalité de tous, la lutte contre toutes les discriminations et le vivre ensemble* ».

Conseil municipal

STRASBOURG

Chasses à louer

Le conseil municipal de Strasbourg a approuvé hier l'engagement de la procédure de location de la chasse sur son ban communal. Fréquentées par les promeneurs, les forêts périurbaines de la Robertsau et du Neuhof n'étaient plus louées depuis 1988 et les sangliers y faisaient l'objet d'une régulation administrative.

Mais la justice a donné raison à la Fédération départementale des chasseurs du Bas-Rhin et depuis 2004 la Ville doit payer une astreinte journalière. Pour la majorité comme pour l'opposition (cette dernière a voté contre la relocation), la suppression de la chasse passe par le classement des deux massifs en réserve naturelle nationale.

Les régionales

Bilan ostéopathique gratuit

Demain 27 janvier, les ostéopathes, membres de l'UFOF (Union fédérale des ostéopathes de France) ouvrent leurs cabinets. Pour la 3^e année consécutive, ils proposent un bilan ostéopathique gratuit. Parmi les 100 ostéopathes mobilisés, plusieurs Alsaciens comme Thierry Ancillon (☎03 90 29 66 85) à Truchtersheim, Philippe Schwartz (☎03 88 61 65 05) et Armand Gersannois (☎03 88 37 04 76) à Strasbourg ainsi que Laurie Schranz à Cernay, (☎03 89 75 42 64). Pour accéder à ce bilan d'un quart d'heure, prière de prendre RV par téléphone.

Régionales / Liste "Ensemble pour une Alsace à gauche"

La gauche « de transformation »

Six organisations se situant à gauche du PS se sont réunies pour constituer une liste "Ensemble pour une Alsace à gauche, solidaire écologique et citoyenne". Elle est conduite par un professeur d'université de Mulhouse, Jean-Yves Causer.

■ La liste Ensemble... regroupe notamment le Front de gauche, lui-même composé du Parti communiste, de la Gauche unitaire (d'anciens de la LCR) et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, ainsi que des Alternatifs comme l'ancien maire de Lutterbach, Roger Winterhalter, qui figurera en dernière position de la section haut-rhinoise. Ce rassemblement se veut largement ouvert à la société civile, notamment aux syndicats et aux associations, avec une grande diversité, d'origines, sociale et professionnelle.

Malgré un travail en commun avec Lutte ouvrière et le NPA de Besancenot, une démarche commune pour les régionales n'a pas été possible. « *Nous avons essayé de construire ensemble, mais, bien qu'on veuille tous battre la droite, LO et le NPA sont la gauche de renoncement, alors que nous nous voulons prendre nos responsabilités et sou-*



De gauche à droite : Jean-Luc Muller, Jean-Yves Causer et Aline Parmentier. (Photo DNA – Laurent Réa)

haitons participer à la gestion du conseil régional», disent les responsables de Ensemble...

La liste a déjà des pistes de programme, mais pour les

valider elle veut les soumettre aux citoyens, dans une démarche participative, lors de forums qui auront lieu à travers toute l'Alsace. « *Nous sommes la vraie gauche, nous ne sommes absolument pas en lien avec les centristes (allusion à la présence de Dominique Hoeffel sur la liste Bigot, ndlr). Notre gauche de transformation sociale revendique que chaque euro dépensé par la Région Alsace soit socialement utile et écologiquement responsable* », dit Jean-Yves Causer. « *L'emploi est notre préoccupation première. Nous voulons remplacer les pôles de compétitivité qui ne profitent*

qu'aux grands groupes par des pôles de développement et de coopération », dit Aline Parmentier, secrétaire départementale du PCF 68.

Pour Jean-Luc Muller, « *il faut arrêter de subventionner les entreprises et faire en sorte que les fonds aillent vraiment à la formation des salariés* ». Quant à Brigitte Carraz (Alternatifs 68), impliquée dans l'insertion par l'économique, elle juge le niveau régional « *intéressant pour expérimenter des aides aux laissés pour compte, qui sont même au-delà de la précarité, et dont personne ne se préoccupe* ».

C. K.

Trois têtes de liste

Comme Lutte ouvrière, la liste Ensemble... a trois têtes de listes. Celui qui la conduit au niveau régional est en deuxième position dans le Haut-Rhin : Jean-Yves Causer, professeur d'université, enseignant-chercheur, domicilié à Mulhouse, membre des Alternatifs. La tête de section dans le Bas-Rhin est Jean-Luc Muller, ancien de la LCR qui a rejoint la Gauche unitaire après la création du NPA, serrurier-soudeur, domicilié à Schiltigheim. Dans le Haut-Rhin, l'équipe est conduite par Aline Parmentier, membre du conseil national du PCF, également mulhousienne.

Paris / La semaine parlementaire

Collectivités territoriales : la fusion alsacienne

■ En raison de l'abondance des informations sur les régionales dans notre page politique de dimanche, nous avons dû reporter le compte-rendu des interventions des parlementaires alsaciens.

Philippe Richert, sénateur UMP du Bas-Rhin, a plaidé à nouveau au Sénat pour une collectivité unique alsacienne. Lors de l'examen de la réforme des collectivités locales, le questeur du Sénat a ajouté une proposition au texte présenté par le gouvernement, et qu'il a déjà fait amender pour permettre la fusion entre Départements et Région (DNA de mardi) : « *Je souhaite que dès 2014, une collectivité territoriale puisse déléguer ses compétences à une autre, pour préparer la fusion d'une Région et de ses Départements. Je pense notamment à l'Alsace où les exécutifs de la Région et des deux Départements se réunissent déjà* ».

Eric Straumann, député UMP de Colmar, s'est lui exprimé sur le sujet dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la concomitance des mandats entre conseillers généraux et régionaux pour préparer la mise en place des futurs conseillers territoriaux, en 2014 : « *Nous avons eu en Alsace un grand débat sur le rapprochement, voire la fusion, entre les trois collectivités. Il en ressort aujourd'hui que les acteurs publics et l'opinion ne sont pas prêts à remettre en cause la dualité des conseils généraux et régional. L'idée d'une fusion n'est pas mûre* ».

■ **TAXE POIDS LOURDS**
Roland Ries
Roland Ries, le sénateur-maire PS de Strasbourg, a interrogé le gouvernement sur

la mise en oeuvre de l'écotaxe poids lourds qu'expérimentera la région Alsace dans quelques mois. Valérie Létard, la secrétaire d'État chargée des Technologies vertes, lui a répondu que des pourparlers étaient en cours avec quatre candidats pour retenir le partenaire dont la technologie de recouvrement par télépéage s'appliquera à l'écotaxe alsacienne comme à l'écotaxe nationale. Elle rejette par ailleurs l'idée d'un prélèvement unique de l'éco-taxe poids lourds et de la taxe carbone, car « *il ne saurait y avoir une équivalence entre un kilomètre parcouru sur le réseau soumis à écotaxe et la production d'une tonne de CO₂* ».

■ **TRANSFRONTALIER**
Jean Ueberschlag
Jean Ueberschlag, député-maire UMP de St-Louis, a

rencontré Pierre Lellouche, ministre des Affaires européennes qui réunissait plusieurs parlementaires de la majorité pour une réunion de travail sur les questions transfrontalières franco-suisse.

■ **INDUSTRIE**
Arlette Grosskost
Arlette Grosskost, députée UMP de Mulhouse, a demandé à Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, quels efforts le gouvernement comptait mettre en oeuvre pour inciter à la « *relocalisation des industries* ». Il a répondu qu'il envisageait de « *proposer des aides à la relocalisation remboursables pour permettre aux entreprises françaises qui se sont délocalisées de réinvestir en France* ».

■ **SERVICE CIVIQUE**
Frédéric Reiss
Le député Frédéric Reiss a présidé la commission des affaires culturelles et de l'éducation pour l'examen des amendements à la proposition de loi sur le service civique, un engagement volontaire de 6 à 18 mois pour des jeunes de 16 à 25 ans dans des missions d'intérêt général. Une agence du service civique sera créée pour le gérer et l'évaluer. Le texte sera discuté le 4 février.

■ **COMMERCE EXTÉRIEUR**
Jean-Luc Reitzer
Jean-Luc Reitzer a joué les VRP de l'Alsace en Inde au Global Summit on Trade and Investment de Mumbai où le député-maire UMP d'Altkirch a présenté à de nombreuses entreprises indiennes les possibilités d'investissement et de commerce avec l'Alsace.

■ **SERVICE CIVIQUE**
Frédéric Reiss
Le député Frédéric Reiss a présidé la commission des affaires culturelles et de l'éducation pour l'examen des amendements à la proposition de loi sur le service civique, un engagement volontaire de 6 à 18 mois pour des jeunes de 16 à 25 ans dans des missions d'intérêt général. Une agence du service civique sera créée pour le gérer et l'évaluer. Le texte sera discuté le 4 février.

■ **COMMERCE EXTÉRIEUR**
Jean-Luc Reitzer
Jean-Luc Reitzer a joué les VRP de l'Alsace en Inde au Global Summit on Trade and Investment de Mumbai où le député-maire UMP d'Altkirch a présenté à de nombreuses entreprises indiennes les possibilités d'investissement et de commerce avec l'Alsace.

En bref

STRASBOURG

Manifestation contre l'ordre des infirmiers

A Strasbourg comme dans huit autres villes, une manifestation, doublée d'une grève, réunira aujourd'hui les infirmiers et personnels de soins, unis dans un rassemblement inter-syndical du Grand Est contre les ordres professionnels, Les syndicats (CFDT, CFTC, CGT, FO et Unsa) se réuniront à 14h, place de la Bourse, pour exprimer leur refus des ordres, celui des infirmiers ou ceux plus anciens des kinés, des sages-femmes et des podologues... Ils seront reçus à la préfecture.

Les infirmiers exerçant en établissement de santé, estiment, par rapport à leurs collègues libéraux, avoir suffisamment d'encadrement et refusent de prendre en charge une cotisation annuelle de l'ordre de 75€.

CONCOURS - AGENDA DES CONCERTS - INFOS PRATIQUES - ANNUAIRE DES ÉCOLES DE MUSIQUE

Saison 2

Éve-R, une voix incroyable. Écoutez, vous allez frissonner...

IMPULSIONS
DNA

http://impulsions.dna.fr